



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

La Nouvelle-Calédonie reste confrontée à une situation économique très dégradée

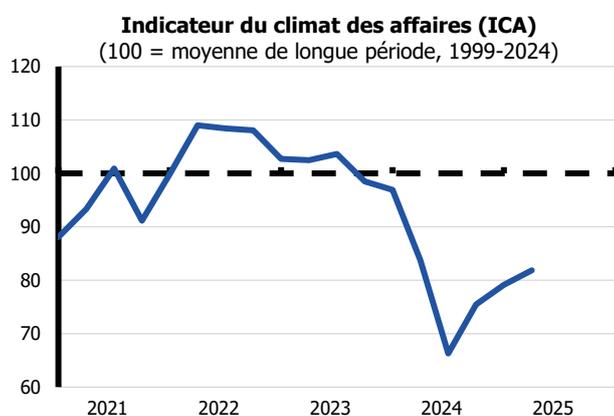
Au 1^{er} trimestre 2025, la Nouvelle-Calédonie demeure confrontée à un climat économique très dégradé, conséquence des émeutes de mai 2024 et de la crise du secteur nickel. Après un plus bas historique enregistré au 2^{ème} trimestre 2024 dans le sillage des émeutes, l'ICA a légèrement progressé depuis. Ce modeste rebond se poursuit au premier trimestre 2025 (+2,7 points) mais plus lentement qu'au trimestre précédent. L'ICA demeure toutefois à un niveau particulièrement bas (81,9).

Le modeste rebond de l'indicateur du climat des affaires s'essouffle, la situation économique demeure très dégradée

Les conséquences des émeutes de mai 2024 se font toujours sentir et affectent de nombreux secteurs de l'économie calédonienne. Si quelques indicateurs s'améliorent (extraction minière, production métallurgique...), d'autres peinent à se redresser et illustrent l'absence de perspectives : production de crédits, paiements et retraits par cartes bancaires, nombre de touristes...

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone.

Dans ce contexte, le modeste rebond de l'ICA ne peut pas être interprété comme un signe de reprise de l'économie mais comme celui d'une stabilisation de celle-ci à un niveau particulièrement dégradé. Ce trimestre, cette progression est par ailleurs plus lente qu'au trimestre précédent.



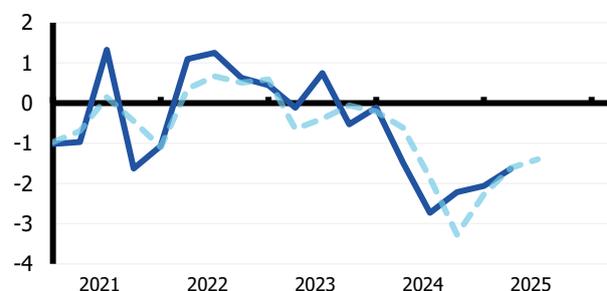
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Des perspectives d'activité incertaines

Malgré une timide reprise de l'activité observée chez certaines entreprises, les perspectives restent dégradées et les soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue demeurent à un niveau particulièrement faible. Au 1^{er} trimestre, la poursuite des discussions sur l'avenir institutionnel du territoire entre tous les représentants politiques a probablement contribué à une légère amélioration des soldes d'opinion portant sur l'activité prévue des entreprises interrogées (l'enquête a été clôturée avant l'échec des discussions institutionnelles le 8 mai 2025).

Au 1^{er} trimestre, le solde d'opinion sur l'activité passée progresse légèrement, mais demeure à un niveau bas (+0,4 pt à -1,6). Pour le trimestre à venir, le solde d'opinion sur l'activité prévue progresse légèrement (+0,2 pt), mais reste également ancré en territoire négatif (-1,4).

Soldes d'opinion portant sur l'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

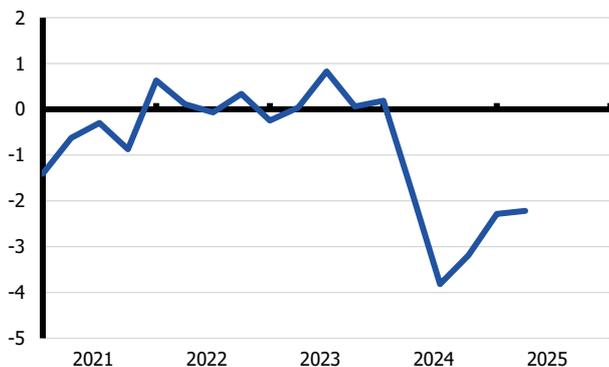
À un horizon de 12 mois, 32 % des entreprises répondantes craignent une défaillance (contre 42 % le trimestre précédent). Cette proportion baisse nettement, même si ce niveau demeure supérieur à celui

généralement observé dans le cadre de cette enquête (18 % en moyenne sur l'année 2023).

Des perspectives d'investissement dégradées

Le solde d'opinion portant sur l'investissement des entreprises stagne à un niveau très bas (+0,1 pt à -2,2) et confirme l'absence durable de perspectives des chefs d'entreprise interrogés et leur grande réticence à investir dans ce climat incertain.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



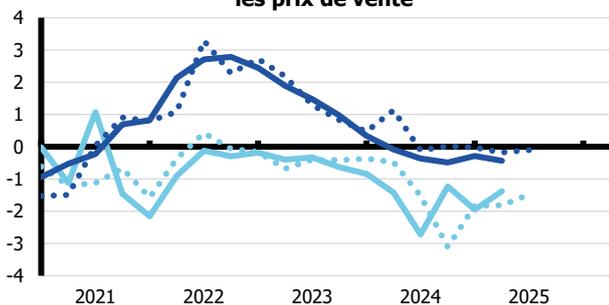
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Au 1^{er} trimestre 2025, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en fort recul en rythme trimestriel (-40,8 %), tout comme en glissement annuel (-39,6 %). Le volume des crédits d'équipement est en baisse (-34,4 % sur trois mois), tout comme celui des crédits de trésorerie (-55,6 % sur le trimestre).

Des tensions de trésorerie persistantes

La trésorerie des entreprises est toujours dégradée, sans réelle perspective d'amélioration : le solde d'opinion portant sur cet indicateur pour le trimestre passé s'améliore (+0,6 pt) mais demeure nettement négatif à -1,4. Le solde d'opinion portant sur la trésorerie prévue progresse plus lentement (+0,3 pt) et reste également largement inférieur à sa moyenne de longue période (-1,5).

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

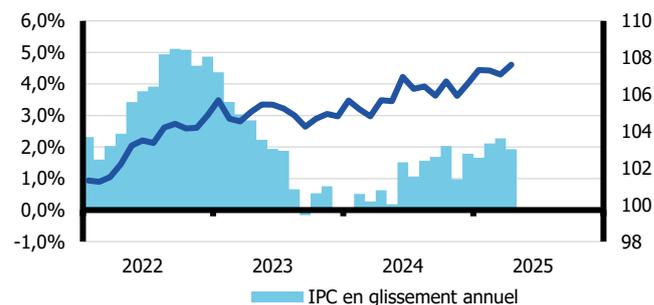
Les soldes d'opinion portant sur les prix stagnent et sont proches de leur moyenne de longue période, illustrant une anticipation de stabilité des prix.

L'indice des prix à la consommation en légère hausse

Après un 4^e trimestre marqué par une légère hausse des prix (+0,6 % entre septembre et décembre), ceux-ci poursuivent leur augmentation au premier trimestre 2025 (+0,5 %). Sur un an glissant (à fin avril), l'indice des prix à la consommation progresse de 1,8 % (contre +2,2 % à fin mars, dernier mois du premier trimestre).

Dans le détail au 1^{er} trimestre, le prix de l'alimentation progresse (+2,2 %), tout comme celui de l'énergie (+2,2 %) et des services (+0,3 %). Sur un an glissant, les prix de l'alimentation, de l'énergie et des services s'inscrivent en forte hausse (respectivement +5,3 %, +4,7 % et +2,7 %). En revanche, le prix des produits manufacturés baisse nettement sur 12 mois (-3,5 %).

Indice des prix à la consommation



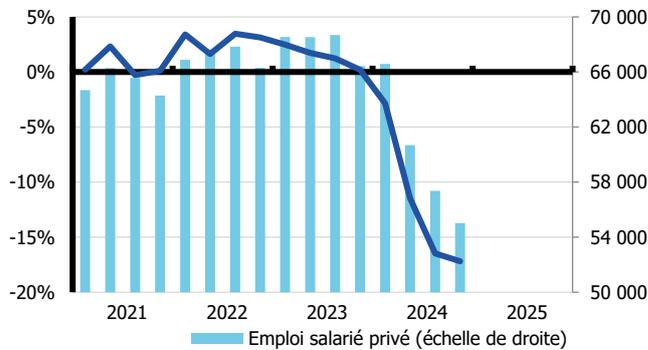
Source : ISEE, © IEOM

Des indicateurs sur l'emploi mal orientés

Les dernières données relatives à l'emploi salarié privé publiées par l'ISEE sont provisoires et portent sur le 4^e trimestre 2024. Elles décrivent une très forte baisse de l'emploi salarié privé : plus de 11 000 emplois auraient été détruits entre le 1^{er} et le 4^e trimestre 2024 (sur un total de 66 588 emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2024), soit -17,4 % en un an.

En février 2025, 4 378 personnes sont bénéficiaires du chômage total (contre 2 893 en février 2024). Il faut y ajouter les 1 457 bénéficiaires du chômage « exactions » ainsi que les 1 661 salariés bénéficiant toujours du chômage partiel en février 2025.

Emploi salarié privé

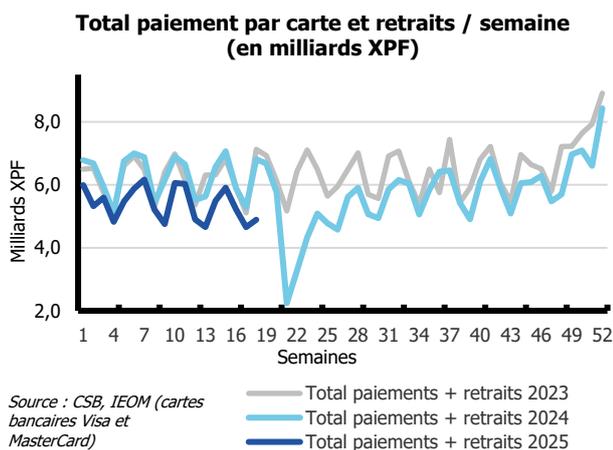


Source : ISEE, © IEOM

Après s'être stabilisé au 4^e trimestre, le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé progresse (+0,4 pt). Celui sur les effectifs anticipés continue de progresser légèrement (+0,3 pt) mais est très largement ancré en territoire négatif (-1,8).

La consommation des ménages en repli

La consommation des ménages poursuit son repli : entre janvier et avril 2025 le cumul des paiements et retraits par cartes bancaires est inférieur de 14,2 % à celui de 2024 sur la même période (les quatre mois précédents les émeutes insurrectionnelles).



Après avoir augmenté au 4^e trimestre, le volume des prêts personnels et autres crédits à la consommation recule nettement au 1^{er} trimestre à la fois en rythme trimestriel (-28,6 %) et annuel (-11,5 %). La production de crédits à l'habitat aux particuliers s'inscrit en fort repli en glissement annuel (-40,8 %), malgré une légère augmentation sur le trimestre (+11,9 %).

Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs est en légère hausse au premier trimestre (+13,8 %, CVS), mais demeure bien en deçà de son niveau du 1^{er} trimestre 2024 (-46,9 %, CVS). Le marché

Des situations sectorielles fortement dégradées

La production de nickel progresse mais le secteur affronte toujours une crise sans précédent

Le cours du nickel se replie pour le 3^e trimestre consécutif (-1,5 %) tandis que les stocks de nickel répertoriés au LME continuent d'augmenter (+20,0 % sur un trimestre), illustrant le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.

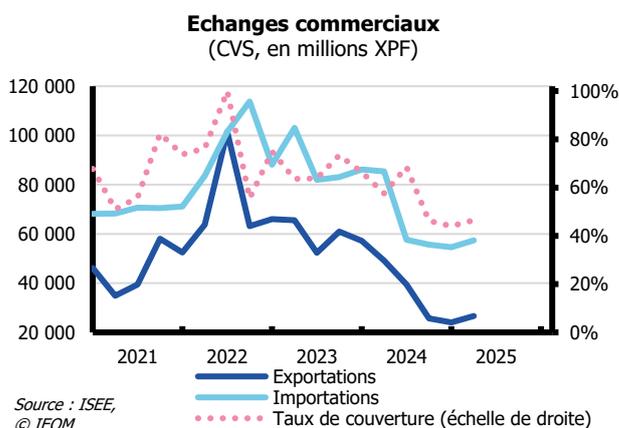
Au 1^{er} trimestre 2025, l'extraction minière est en hausse (+18,7 % sur trois mois, CVS) mais s'inscrit en repli en glissement annuel (-24,0 %, CVS). La production métallurgique totale rebondit (38,0 %, CVS), alors que l'usine du Sud reprend progressivement son rythme de production (+48,2 %, CVS). La production de ferronickel progresse à nouveau (+32,4 %, CVS). Sur un an glissant, la production métallurgique recule nettement (-37,4 %, CVS), que ce soit pour le ferronickel (-37,5 %, CVS) ou pour le NHC (-37,2 %, CVS).

de l'occasion est stable ce trimestre (+0,4 % sur un trimestre, +3,4 % sur un an glissant, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de se dégrader. Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) augmente de +5,5 % au 1^{er} trimestre. Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès des services de l'IEOM continue également de s'accroître (59 dossiers soit +25,5 % au 1^{er} trimestre et +268,8 % sur un an glissant).

La balance commerciale reste dégradée

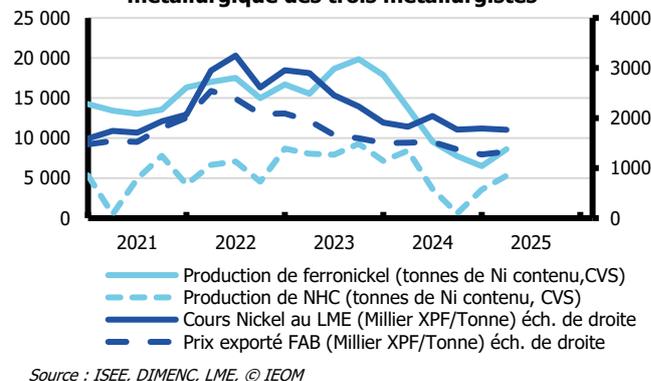
La balance commerciale reste dégradée au premier trimestre 2025 : la valeur des exportations ne représente que 46,5 % de celle des importations (CVS) (en hausse de 2,4 pts par rapport au trimestre précédent contre 57,6 % au 1^{er} trimestre 2024).



Au 1^{er} trimestre, les exportations augmentent (+10,8 %, CVS). En revanche, sur un an glissant, la baisse des exportations est significative (-45,8 %, CVS), dans un contexte de crise sans précédent du secteur nickel calédonien.

Les importations augmentent moins rapidement que les exportations au 1^{er} trimestre 2025 (+5,1 %, CVS). Sur un an, les importations sont en net recul (-32,8 %, CVS).

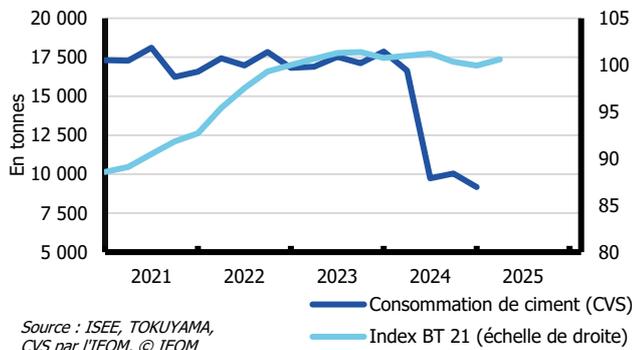
Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



Le secteur du BTP est toujours à l'arrêt

Au 4e trimestre 2024 (dernières données disponibles), les ventes de ciment baissent à nouveau en raison des conséquences des émeutes et l'arrêt du secteur (-8,7 % sur trois mois et -48,7 % en glissement annuel, CVS). Elles s'établissent à un plus bas historique. Le prix des matériaux de construction augmente légèrement au premier trimestre 2025 (+0,7 % mais -0,4 % sur un an pour l'index BT 21).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



Le solde d'opinion sur l'activité passée s'améliore légèrement au 1^{er} trimestre (+0,2 pt) mais demeure à un niveau faible (-1,1). Le solde d'opinion sur l'activité à venir se redresse davantage (+1,3 pt à -0,7), laissant espérer une amorce de reprise pour les professionnels du secteur. Le solde d'opinion sur les effectifs prévisionnels se redresse également, tout en restant à un niveau dégradé (+0,8 pt à -1,6). Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement, qui était à un plus bas historique au trimestre précédent, progresse modestement pour s'établir à -1,9 (+0,4 pt).

Les Calédoniens voyagent à nouveau mais les touristes de séjour ne reviennent pas

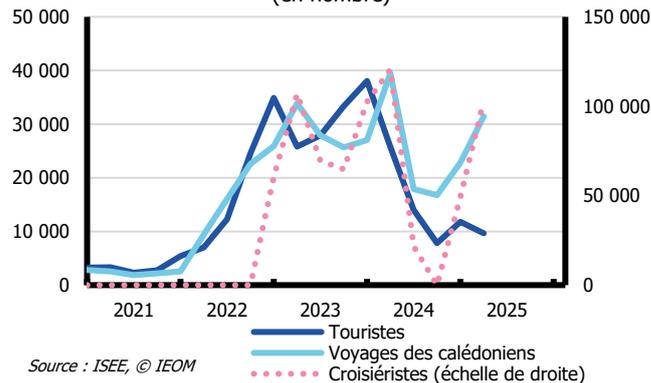
Au 1^{er} trimestre 2025, la reprise du tourisme de croisière se concrétise (+109,0 % sur le trimestre, données brutes) mais demeure inférieure de 14,6 % par rapport à son niveau de l'an dernier.

Les Calédoniens recommencent à voyager (+37,9 % sur un trimestre, données brutes) même si ce niveau reste inférieur à celui du 1^{er} trimestre 2024 (-20,4%).

En revanche, le nombre de touristes venant sur le territoire par avion reste à un niveau particulièrement faible. Il diminue même par rapport au trimestre dernier (-18,0 %, données brutes), illustrant une difficile reprise du tourisme international. Le nombre de touristes de séjour est inférieur de 62,5 % à celui du 1^{er} trimestre 2024.

Le nombre de passagers transportés sur les lignes intérieures est en légère baisse (-4,2 %, CVS). Il s'inscrit en nette baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2024 (-51,5 %, CVS), dans un contexte de climat sécuritaire encore incertain et de difficultés techniques récurrentes sur la flotte de la compagnie aérienne domestique.

Touristes (en nombre)



Le solde d'opinion des chefs d'entreprise touristiques sur leur activité se dégrade de nouveau au 1^{er} trimestre (-0,3 pt) pour s'établir en territoire nettement négatif (-1,5), illustrant la faible activité du secteur. Les prévisions d'investissement se dégradent nettement (-1,0 pt).

Les indicateurs des filières élevage, crevette et thon sont mal orientés

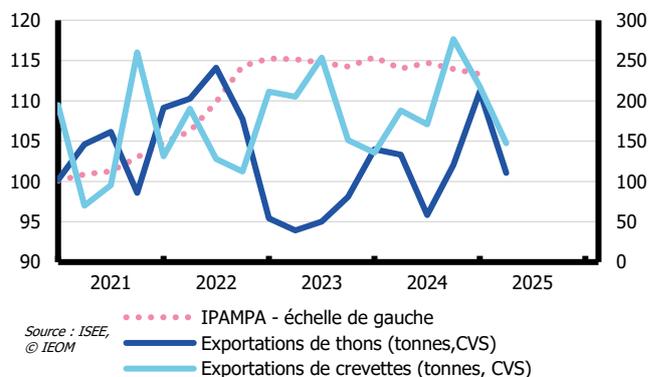
Au 1^{er} trimestre 2025, le solde d'opinion des chefs d'entreprises du secteur primaire sur leur activité passée progresse de façon notable (+1,4 pt pour s'établir à -0,8), de même que leurs perspectives pour le trimestre à venir (+0,6 pt pour s'établir à -1,2). Ces soldes demeurent toutefois solidement ancrés en territoire négatif.

Les indicateurs de la filière élevage reculent ce trimestre : baisse de 24,3 % des abattages de bovins (données CVS) et baisse de 6,3 % des abattages de porcins sur le trimestre (CVS).

Les exportations de crevettes régressent également sur 3 mois (-32,3 %, CVS) ainsi qu'en glissement annuel (-21,6 %, CVS). Les exportations de thon reculent au 1^{er} trimestre 2025 (-47,8 %, CVS) et sur l'année (-17,0 %, CVS).

Le coût des intrants était en légère baisse au 4e trimestre 2024 (dernière donnée disponible) : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perdait 0,6 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice était également orienté à la baisse (-1,8 %).

Indicateurs du secteur primaire



Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7 % et 2,1 % en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7 %, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2 %.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Asie-Pacifique

Selon les prévisions du FMI d'avril dernier, la croissance de l'Asie-Pacifique pourrait s'affaiblir, passant de 4,6 % en 2024 à 3,9 % en 2025, menacée par la nouvelle politique des États-Unis en matière de droits de douane.

Au dernier trimestre 2024, le PIB de l'Australie a progressé de 0,6 % (+1,3 % sur l'année), soutenu par les dépenses publiques (+0,7 % sur le trimestre), la consommation des ménages (+0,4 %) et les exportations (+0,7 %). En mars, le taux de chômage s'est établi à 4,1 % (après 4,0 % en décembre 2024). L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,4 % en glissement annuel au premier trimestre 2025, comme au trimestre précédent, tandis que l'inflation sous-jacente a poursuivi sa baisse (+2,9 % après +3,3 % et 3,6 % précédemment). La Reserve Bank of Australia (RBA) a donc décidé d'amorcer une détente de sa politique monétaire : en février, elle a abaissé de 25 points de base son taux directeur, le Cash rate, de 4,35 à 4,10 %.

En récession technique au second semestre 2024 (-1,1 % aux deuxième et troisième trimestres 2024), l'économie de la Nouvelle-Zélande a rebondi sur la fin de l'année, enregistrant une croissance de 0,7 % au dernier trimestre 2024. La vigueur de la demande publique (+1,9 %) et des exportations (+3,5 %) ont compensé la modeste reprise de la consommation des ménages (+0,1 % après -0,3 % au troisième trimestre 2024) et le repli de l'investissement résidentiel (-3,9 %). Le taux de chômage s'est stabilisé à 5,1 % au premier trimestre 2025. L'IPC augmente de 2,5 % en glissement annuel (après +2,2 % aux deux trimestres précédents).

La croissance de l'Indonésie s'établit à +4,9 % en rythme annuel au premier trimestre 2025 (-1,0 % sur le trimestre), sa plus faible performance depuis trois ans. La consommation des ménages (+4,9 %) a ralenti, de même que l'investissement (+2,1 % contre +3,8 % un an auparavant) et les exportations (+5,7 % contre 12,7 %). L'inflation demeure contenue, l'IPC augmentant de 1,0 % en glissement annuel en mars 2025.

Sources : Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Stats NZ, Reserve Bank of New Zealand, BPS-Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji